

Art. 4. Pour la Commission communautaire flamande, un montant de 81 200 000 francs de droits de tirage de l'année 1997 est reporté à l'année 1998.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1998.

Art. 6. Le Ministre flamand ayant la politique urbaine dans ses attributions et le Ministre flamand ayant l'aide aux personnes dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 juillet 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Politique urbaine et du Logement,
L. PEETERS

Le Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale,
L. MARTENS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 2767

[S - C - 98/27577]

10 SEPTEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon portant création d'un Observatoire de l'emploi

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 1^{er}, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 février 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 mars 1998;

Vu la décision du Gouvernement wallon, le 4 juin 1998, sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 20 août 1998, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement wallon, chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine et du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o Ministre : le Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions;

2^o S.E.S. : le Service des Etudes et de la Statistique du Ministère de la Région wallonne;

3^o Division : la Division de l'Emploi de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne.

Art. 2. Il est créé un Observatoire de l'emploi chargé notamment :

1^o d'établir et de tenir à jour un ensemble d'indicateurs qui caractérisent le fonctionnement du marché de l'emploi, en ce compris les mouvements d'entrée et de sortie sur celui-ci, de mener une analyse prévisionnelle permettant d'anticiper les besoins en main-d'œuvre et types de qualification et d'assurer une diffusion permanente de l'information traitée;

2^o d'organiser et de réaliser ou de faire réaliser l'évaluation des différentes mesures ayant un impact sur le développement de l'emploi et la réduction du chômage.

L'Observatoire de l'emploi se compose de deux organes chargés de fournir des recommandations et avis : un Comité de l'Observatoire de l'emploi, appelé ci-après « Comité » et un Conseil de l'Observatoire de l'emploi, appelé ci-après « Conseil ».

Art. 3. Le Comité est composé de :

1^o deux représentants du Ministre;

2^o un représentant du Ministre ayant l'Economie dans ses attributions;

3^o un représentant du Ministre ayant l'Équipement dans ses attributions;

4^o un représentant du Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions;

5^o un représentant du Ministre ayant les Technologies et la Recherche dans ses attributions;

6^o un représentant du S.E.S.;

7^o deux représentants de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi dont un représentant de la Division;

8^o un représentant du FOREM;

9^o un représentant de la Direction générale des Technologies, de la Recherche et de l'Énergie.

Le Comité s'adjoit des représentants d'autres organismes ou institutions quand il le juge utile à l'efficacité de ses travaux.

Seuls les représentants des Ministres ont voix délibérative; les autres ont voix consultative.

La présidence du Comité est assurée par un des représentants du Ministre.

Le secrétariat du Comité est assuré par un membre du personnel du S.E.S.

Art. 4. Le Comité remplit les missions suivantes :

1° veiller au bon fonctionnement de l'Observatoire de l'emploi et formuler des recommandations au Ministre à ce sujet;

2° soumettre au Ministre, après concertation avec le Conseil économique et social de la Région wallonne, le programme pluriannuel des tâches incombant à l'Observatoire, accompagné de l'avis du Conseil;

3° veiller au bon déroulement du programme pluriannuel et élaborer annuellement, à l'intention du Ministre, un rapport sur sa réalisation;

4° évaluer l'opportunité des commandes relatives à des études et à des recherches que le S.E.S. n'est pas en mesure de mener seul et qui doivent faire l'objet de marchés publics.

Art. 5. Le membre du personnel du S.E.S. qui assure le secrétariat du Comité est, en outre, chargé de :

1° soumettre au Comité la proposition de programme pluriannuel des tâches incombant à l'Observatoire préparée au sein du S.E.S.;

2° rendre compte trimestriellement au Comité de l'état d'avancement de la réalisation du programme.

L'exécution du programme pluriannuel des tâches incombant à l'Observatoire est assurée par le S.E.S., qui œuvre à cette fin à titre scientifique, en collaboration avec la Division, le FOREM, les Comités subrégionaux de l'emploi et de la formation et les secteurs professionnels.

Chaque administration ou service représenté au sein du Comité collabore activement à la collecte et au stockage des données indispensables à l'analyse de la situation de l'emploi et, à cette fin, se conforme aux définitions et aux règles méthodologiques que le S.E.S. arrête dans le respect des orientations définies par le Conseil.

Art. 6. Le Conseil est composé de quatorze membres, nommés par le Gouvernement wallon pour quatre ans, à savoir :

1° six membres choisis au sein des institutions francophones d'enseignement universitaire;

2° quatre personnalités engagées dans la vie socio-économique;

3° deux experts en matière d'emploi;

4° les deux membres du Conseil supérieur de l'emploi désignés par le Gouvernement wallon.

Un représentant du Comité participe aux réunions du Conseil avec voix consultative.

Le Conseil peut en outre s'adjoindre des représentants d'autres organismes ou institutions s'il le juge utile à l'efficacité de ses travaux. Ceux-ci siègent également avec voix consultative.

Le Conseil élabore son règlement d'ordre intérieur, lequel précise les modalités de désignation d'un président et de deux vice-présidents élus en son sein.

Le secrétariat du Conseil est assuré par le secrétaire du Comité.

Art. 7. Ni la fonction de membre du Conseil, ni la participation à ses travaux ne sont rétribuées. Toutefois, une indemnité pour frais de déplacement et de séjour est accordée à ceux qui n'appartiennent pas à une administration. A cet effet, ils sont assimilés aux fonctionnaires titulaires d'un grade de rang A3.

Art. 8. Le Conseil remplit les missions suivantes :

1° remettre un avis sur le programme pluriannuel des tâches incombant à l'Observatoire;

2° effectuer l'évaluation d'ensemble du programme pluriannuel et analyser les résultats des travaux menés dans ce cadre à l'attention du Comité;

3° évaluer l'impact que les décisions publiques ont sur l'emploi et le chômage;

4° remettre un avis sur les questions à caractère scientifique que lui soumet le Ministre, le Comité ou le S.E.S.

Les recommandations et avis émis par le Conseil dans le domaine général de la statistique ne peuvent ignorer les décisions du Conseil wallon de la statistique. En cas de divergence de vue importante, les présidents des deux conseils peuvent convenir d'une réunion commune destinée à en débattre.

Art. 9. L'arrêté du Gouvernement wallon du 14 octobre 1993 relatif aux délégations de pouvoirs spécifiques au Ministère de la Région wallonne est applicable aux décisions budgétaires utiles au fonctionnement de l'Observatoire de l'emploi.

Art. 10. Le Ministre de l'Economie et le Ministre de l'Emploi sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 septembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 98 — 2767

[S - C - 98/27577]

**10. SEPTEMBER 1998. — Erlaß der Wallonischen Regierung
zur Errichtung einer Beobachtungsstelle für Beschäftigungsfragen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87, § 1, abgeändert durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des am 17. Februar 1998 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 2. März 1998 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 4. Juni 1998 über den Antrag auf Gutachten innerhalb einer Frist von einem Monat;

Aufgrund des am 20. August 1998 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats, in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Minister-Vorsitzenden der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe und des Ministers des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört;

2° « S.E.S. »: die Dienststelle für Studien und für Statistik des Ministeriums der Wallonischen Region;

3° Abteilung: die Abteilung Beschäftigung der Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region.

Art. 2 - Es wird eine Beobachtungsstelle für Beschäftigungsfragen errichtet, die insbesondere folgende Aufgaben hat:

1° eine Reihe von Indikatoren zur Charakterisierung der Verhältnisse auf dem Arbeitsmarkt ausarbeiten und stets nach dem neuesten Stand führen, einschließlich der Plus-/Minusschwankungen auf dem Arbeitsmarkt, eine Vorhersageanalyse vorzunehmen, durch welche die Bedürfnisse an Arbeitskräften und an bestimmten Qualifikationen vorgesehen werden können, und für die ständige Verbreitung der behandelten Information sorgen;

2° die Auswertung der verschiedenen Maßnahmen, die einen Einfluß auf die Entwicklung der Beschäftigung und auf die Verringerung der Arbeitslosigkeit haben, organisieren, ausführen oder ausführen lassen.

Die Beobachtungsstelle für Beschäftigungsfragen besteht aus zwei Organen, die damit beauftragt sind, Empfehlungen und Gutachten abzugeben: einen Ausschuß der Beobachtungsstelle für Beschäftigungsfragen, hierunter « Ausschuß » genannt, und ein Rat der Beobachtungsstelle für Beschäftigungsfragen, hierunter « Rat » genannt.

Art. 3 - Der Ausschuß besteht aus folgenden Personen:

1° zwei Vertreter des Ministers;

2° ein Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört;

3° ein Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Ausrüstung gehört;

4° ein Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Öffentliche Dienst gehört;

5° ein Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Technologien und die Forschung gehören;

6° ein Vertreter der « S.E.S »;

7° zwei Vertreter der Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung, von denen ein Vertreter der Abteilung;

8° ein Vertreter des « FOREM » (Gemeinschaftliches und Regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung);

9° ein Vertreter der Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie.

Der Ausschuß kann Vertreter anderer Einrichtungen oder Anstalten zuziehen, wenn er dies für die Zweckmäßigkeit seiner Arbeiten für erforderlich hält.

Nur die Vertreter der Minister haben eine beschließende Stimme; die anderen haben eine beratende Stimme.

Der Vorsitz des Ausschusses wird von einem Vertreter des Ministers geführt.

Ein Personalmitglied der « S.E.S. » übernimmt das Sekretariat des Ausschusses.

Art. 4 - Der Ausschuß nimmt die folgenden Aufgaben wahr:

1° für den guten Arbeitsablauf der Beobachtungsstelle für Beschäftigungsfragen sorgen und dem Minister Empfehlungen darüber abgeben;

2° nach Absprache mit dem « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region) dem Minister den Mehrjahresplan der Aufgaben, die der Beobachtungsstelle für Beschäftigungsfragen obliegen, zusammen mit dem Gutachten des Rats vorlegen;

3° für den guten Ablauf des Mehrjahresplans sorgen und für den Minister einen jährlichen Bericht über dessen Verwirklichung abfassen;

4° die Nützlichkeit der Bestellungen bezüglich Studien oder Forschungen, die die «S.E.S.» nicht allein durchführen kann und die Gegenstand von öffentlichen Aufträgen sein müssen, beurteilen.

Art. 5 - Das Personalmitglied der «S.E.S.», das das Sekretariat des Ausschusses übernimmt, ist außerdem damit beauftragt:

1° dem Ausschuss den innerhalb der «S.E.S.» vorbereiteten Vorschlag zum Mehrjahresplan der Aufgaben, die der Beobachtungsstelle obliegen, vorzulegen;

2° dem Ausschuss einen vierteljährlichen Bericht über die Fortschritte bei der Verwirklichung des Plans zu übermitteln.

Die Ausführung des Mehrjahresplans der Aufgaben, die der Beobachtungsstelle obliegen, wird von der «S.E.S.» gewährleistet, die diesen Zweck in wissenschaftlicher Hinsicht verfolgt, in Zusammenarbeit mit der Abteilung, dem «FOREM», den Subregionalen Ausschüssen für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung und den beruflichen Sektoren arbeitet.

Jede innerhalb des Ausschusses vertretene Verwaltungs- oder Dienststelle arbeitet aktiv an der Sammlung und Speicherung der Daten mit, die zur Analyse der Beschäftigungslage erforderlich sind, und hält sich zu diesem Zweck an die Definitionen und Methodenregeln, die die «S.E.S.» unter Einhaltung der vom Rat bestimmten Orientierungen festlegt.

Art. 6 - Der Rat besteht aus vierzehn Mitgliedern, die von der Wallonischen Regierung für vier Jahre ernannt werden:

1° sechs Mitglieder, die innerhalb der französischsprachigen Universitäten gewählt werden;

2° vier prominente Persönlichkeiten, die im sozial-wirtschaftlichen Bereich tätig sind;

3° zwei Sachverständige im Bereich der Beschäftigung;

4° die beiden Mitglieder des «Conseil supérieur de l'Emploi» (Hoher Rat für die Beschäftigung), die von der Wallonischen Regierung bezeichnet werden.

Ein Vertreter des Ausschusses wohnt den Versammlungen des Rats mit beratender Stimme bei.

Der Rat kann außerdem, Vertreter anderer Einrichtungen oder Anstalten zuziehen, wenn er dies für die Zweckmäßigkeit seiner Arbeiten für erforderlich hält. Diese tagen ebenfalls mit beratender Stimme.

Der Rat erarbeitet seine allgemeine Dienstordnung, in der die Bestimmungen zur Bezeichnung eines Vorsitzenden und zweier stellvertretenden Vorsitzenden, die alle aus seiner Mitte gewählt werden, festgelegt sind.

Das Sekretariat des Rates wird vom Sekretär des Ausschusses geführt.

Art. 7 - Weder das Amt von Mitglied des Rats noch die Teilnahme an seinen Arbeiten werden entlohnt. Eine Vergütung für Fahrt- und Aufenthaltskosten wird jedoch denjenigen gewährt, die nicht einer Verwaltung angehören.

Zu diesem Zweck werden sie Beamten, die Inhaber eines Grades des Rangs A3 sind, gleichgestellt.

Art. 8 - Der Rat nimmt die folgenden Aufgaben wahr:

1° ein Gutachten über den Mehrjahresplan der Aufgaben, die der Beobachtungsstelle obliegen, abgeben;

2° eine allgemeine Beurteilung des Mehrjahresplanes vornehmen und die Ergebnisse der in diesem Rahmen durchgeführten Arbeiten für den Ausschuss analysieren;

3° den Einfluß der öffentlichen Entscheidungen auf die Beschäftigung und die Arbeitslosigkeit abschätzen;

4° ein Gutachten über die wissenschaftlichen Fragen abgeben, die der Minister, der Ausschuss oder die «S.E.S.» ihm vorlegt.

Die vom Rat im allgemeinen Bereich der Statistik abgegebenen Empfehlungen oder Gutachten müssen die Beschlüsse des «Conseil wallon de la Statistique» (Wallonischer Rat der Statistik) beachten. Im Falle einer wichtigen Meinungsverschiedenheit sind die Vorsitzenden der beiden Räte berechtigt, eine gemeinsame Versammlung zu vereinbaren, um darüber zu diskutieren.

Art. 9 - Der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 14. Oktober 1993 über die spezifischen Vollmachtserteilungen des Ministeriums der Wallonischen Region findet Anwendung auf die Haushaltsbeschlüsse, die für den Arbeitsablauf der Beobachtungsstelle für Beschäftigungsfragen erforderlich sind.

Art. 10 - Der Minister der Wirtschaft und der Minister der Beschäftigung werden in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. September 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 2767

[S - C - 98/27577]

**10 SEPTEMBER 1998. — Besluit van de Waalse Regering
tot oprichting van een Waarnemingscentrum inzake werkgelegenheid**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 1, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 februari 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 2 maart 1998;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 4 juni 1998 over de aanvraag om advies binnen de termijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 20 augustus 1998, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-President van de Waalse Regering, belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium, en van de Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Minister : de Minister van Tewerkstelling;

2° D.S.S. : de Dienst Studiën en Statistiek van het Ministerie van het Waalse Gewest;

3° Afdeling : de Afdeling Tewerkstelling van de Algemene Directie Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 2. Er wordt een Waarnemingscentrum inzake werkgelegenheid opgericht dat met name met de volgende opdrachten belast wordt :

1° een reeks indicatoren opstellen en bijwerken die de werking van de arbeidsmarkt weergeven, met inbegrip van alle toe- en uittredingsbewegingen, onderzoek verrichten naar de vooruitzichten op die markt, waardoor kan worden geanticipeerd op de behoeften aan arbeidskrachten en aan soorten kwalificaties en waardoor de behandelde informatie doorlopend kan worden verspreid;

2° de evaluatie organiseren en doorvoeren of laten doorvoeren van de verschillende maatregelen die een weerslag hebben op de evolutie van de arbeidsmarkt en op de werkloosheidsvermindering.

Het Waarnemingscentrum inzake werkgelegenheid bestaat uit twee organen die ermee belast zijn aanbevelingen en adviezen te verstrekken : een Comité voor het Waarnemingscentrum inzake werkgelegenheid, hierna « Comité » genoemd, en een Raad voor het Waarnemingscentrum inzake werkgelegenheid, hierna « Raad » genoemd.

Art. 3. Het Comité bestaat uit :

1° twee vertegenwoordigers van de Minister;

2° een vertegenwoordiger van de Minister van Economie;

3° een vertegenwoordiger van de Minister van Uitrusting;

4° een vertegenwoordiger van de Minister van Ambtenarenzaken;

5° een vertegenwoordiger van de Minister van Technologische Ontwikkeling en Onderzoek;

6° een vertegenwoordiger van de D.S.S.;

7° twee vertegenwoordigers van de Algemene Directie Economie en Tewerkstelling, onder wie een vertegenwoordiger van de Afdeling;

8° een vertegenwoordiger van de FOREM;

9° een vertegenwoordiger van de Algemene Directie Technologische Ontwikkeling, Onderzoek en Energie.

Het Comité neemt vertegenwoordigers van andere inrichtingen of instellingen op wanneer dit nuttig wordt geacht voor een efficiënte uitvoering van diens werkzaamheden.

Alleen de vertegenwoordigers van de Ministers zijn stemgerechtigd; de anderen hebben een raadgevende stem.

Het voorzitterschap van het Comité wordt door één van de vertegenwoordigers van de Minister waargenomen.

Het secretariaat van het Comité wordt door een personeelslid van de D.S.S. waargenomen.

Art. 4. Het Comité voert de volgende opdrachten uit :

1° over de goede werking van het Waarnemingscentrum inzake werkgelegenheid waken en de Minister aanbevelingen daaromtrent verstrekken;

2° het meerjarenprogramma van de taken die door het Waarnemingscentrum inzake werkgelegenheid moeten worden uitgevoerd, na overleg met de « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Sociaal-economische Raad van het Waalse Gewest), aan de Minister overleggen, samen met het advies van de Raad;

3° over het goede verloop van het meerjarenprogramma waken en een verslag over de uitvoering ervan jaarlijks opmaken ten behoeve van de Minister;

4° nagaan of de bestelde studie- en onderzoeksopdrachten die de D.S.S. niet bij machte is alleen uit te voeren en waarvoor een overheidsopdracht moest worden uitgeschreven, verantwoord zijn.

Art. 5. Het personeelslid van de D.S.S. dat het secretariaat van het Comité waarneemt, is bovendien met de volgende opdrachten belast :

1° het binnen de D.S.S. opgestelde voorstel van meerjarenprogramma van de taken die het Waarnemingscentrum moet uitvoeren, aan het Comité overleggen;

2° het Comité driemaandelijks verslag uitbrengen over de stand van zaken in verband met de verwezenlijking van het programma.

Het meerjarenprogramma van de taken waarmee het Waarnemingscentrum belast is, wordt uitgevoerd door de D.S.S. die daartoe wetenschappelijk samenwerkt met de Afdeling, de FOREM, de Subregionale Comités voor Arbeidsbemiddeling en Vorming en de verschillende sectoren van de bedrijfsweld.

Elke administratie of dienst die binnen het Comité vertegenwoordigd wordt, werkt actief mee aan het verzamelen en het opslaan van de gegevens die nodig zijn voor het analyseren van de stand van zaken op de arbeidsmarkt en gedraagt zich daartoe naar de bepalingen en de methodologische regels die door de D.S.S. worden vastgelegd met inachtneming van de door de Raad bepaalde richtlijnen.

Art. 6. De Raad bestaat uit veertien leden, die voor vier jaar benoemd worden door de Waalse Regering, namelijk :

1° zes leden die binnen de Franstalige inrichtingen voor universitair onderwijs gekozen zijn,

2° vier belangrijke persoonlijkheden die bij het sociaal-economische leven betrokken zijn;

3° twee deskundigen inzake werkgelegenheid;

4° de twee leden van de Hoge Raad voor Tewerkstelling die door de Waalse Regering aangewezen zijn.

Een vertegenwoordiger van het Comité woont de vergaderingen van de Raad met raadgevende stem bij.

Bovendien kan de Raad vertegenwoordigers van andere inrichtingen of instellingen opnemen wanneer dat nuttig wordt geacht voor een efficiënte uitvoering van diens werkzaamheden. Ook zij zetelen met raadgevende stem.

De Raad maakt zijn huishoudelijk reglement op waarin de voorwaarden bepaald worden voor de aanwijzing van een voorzitter en van twee vice-voorzitters die uit zijn midden gekozen worden.

Het secretariaat van de Raad wordt door de secretaris van het Comité waargenomen.

Art. 7. Noch het ambt van lid van de Raad, noch de deelname aan diens werkzaamheden worden vergoed. De reis- en verblijfkosten wordt evenwel terugbetaald aan degenen die niet tot een bestuur behoren. Daartoe worden ze gelijkgesteld met ambtenaren met een graad van rang A3.

Art. 8. De Raad voert de volgende opdrachten uit :

1° advies uitbrengen over het meerjarenprogramma van de taken die het Waarnemingscentrum moet uitvoeren;

2° de algemene evaluatie van het meerjarenprogramma doorvoeren en de resultaten analyseren van de in dit verband verrichte werkzaamheden ten behoeve van het Comité;

3° nagaan in welke mate de door de overheid getroffen beslissingen van invloed zijn op de werkgelegenheid en de werkloosheid;

4° advies uitbrengen over de vragen van wetenschappelijke aard die de Minister, het Comité of de D.S.S. hem overleggen.

De aanbevelingen en adviezen van de Raad op het algemene gebied van de statistiek moeten rekening houden met de beslissingen van de « Conseil wallon de la Statistique » (Waalse Raad van de Statistiek). Bij grote meningsverschillen kunnen de voorzitters van beide raden overeenkomen om een vergadering te beleggen om die meningsverschillen te bespreken.

Art. 9. Het besluit van de Waalse Regering van 14 oktober 1993 betreffende de delegaties van bevoegdheden eigen aan het Ministerie van het Waalse Gewest is van toepassing op de begrotingsbeslissingen die nuttig zijn voor de werking van het Waarnemingscentrum inzake werkgelegenheid.

Art. 10. De Minister van Economie en de Minister van Tewerkstelling zijn belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 september 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE